



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

perspectives

Question au Gouvernement n° 688

Texte de la question

ÉLECTION LÉGISLATIVE PARTIELLE DANS L'OISE

M. le président. La parole est à M. Jean-François Mancel, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Jean-François Mancel. Monsieur le Premier ministre, en juin 2012, j'ai été élu avec soixante-trois voix d'avance sur la candidate du parti socialiste dans le cadre d'une élection triangulaire avec le Front national. Le 17 mars dernier, votre candidate, la candidate socialiste, a été éliminée au premier tour en perdant 61 % de ses voix.

M. Marc Le Fur. Eh oui !

M. Gérard Darmanin. Incroyable !

M. Jean-François Mancel. Le suffrage universel vous a censurés ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Le 24 mars, j'ai battu la représentante du Front national, soutenue par vos amis socialistes locaux. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Gérard Darmanin. C'est vrai !

M. Jean-François Mancel. Le parti socialiste national n'en a rien dit. Il est resté silencieux. Quel déshonneur ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Mme Laurence Dumont. Pas ça !

M. Jean Launay. Et vos casseroles ?

M. Jean Glavany. En effet, il faut les rappeler !

M. le président. Je vous en prie, chers collègues.

M. Jean-François Mancel. Tout au long de cette campagne législative, j'ai rencontré des Françaises et des Français désespérés, exaspérés, déçus par les engagements non tenus *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC)...*

M. Jean-Claude Perez. Souvenez-vous, vous aviez piqué dans la caisse !

M. Jean-François Mancel. ...et par les promesses trahies de François Hollande, mais également par les cafouillages systématiques de votre gouvernement et par vos choix catastrophiques. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Les Françaises et les Français de ma circonscription m'ont demandé tout simplement de venir ici pour être leur porte-parole, pour les défendre et pour vous poser cette question simple et grave, monsieur le Premier ministre : quand allez-vous changer de politique ou, à défaut, quand allez-vous partir ? *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe UMP. - Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Jean Glavany. Pas lui !

M. le président. La parole est à M. le ministre délégué chargé des relations avec le Parlement.

M. Pierre Lellouche. Ce n'est pas le Premier ministre !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué chargé des relations avec le Parlement*. Monsieur le député, j'ai entendu le début de votre question : d'une certaine façon, vous critiquez l'attitude du parti socialiste entre les deux tours de l'élection.

M. Claude Goasguen. Oui !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. La position de la direction du parti socialiste a été claire et nette : il s'agissait de faire barrage au Front national.

Que vous abordiez cette question m'étonne quelque peu,...

Plusieurs députés du groupe SRC. En effet !

M. Claude Goasguen. Ça va, les vertueux !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. ...car cela m'oblige à rappeler que vous avez été exclu du RPR, en 1999, pour avoir fait alliance avec le Front national aux élections locales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC*)

Plusieurs députés du groupe SRC. Hou ! Hou !

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues.

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Compte tenu des thèmes que vous aviez abordés à l'époque, le fait que les gens aient fini par préférer l'original à la copie...

M. Alain Chrétien. Scandaleux !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. ...vous oblige à prendre une part de la responsabilité de ce qui se passe spécifiquement dans cette circonscription, monsieur Mancel. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

J'appelle, du reste, tous les observateurs et commentateurs à prendre en compte cette spécificité.

Par ailleurs, c'est vrai, la situation est difficile,...

M. Patrice Verchère. Pour cinq ans !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. ...et le Gouvernement ne le nie pas. Ce qui importe aux Français, c'est le cap qui a été fixé - le Premier ministre l'a rappelé lors du débat sur la motion de censure - et l'ensemble des dispositions qui sont prises sur la question majeure de l'emploi,...

M. Philippe Cochet. Il n'y en a aucune !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. ...qui est une préoccupation forte. Pour nourrir votre réflexion sur cette question, je vous rappelle que sur les soixante derniers mois, le chômage a augmenté pendant cinquante-deux mois consécutifs.

M. Claude Goasguen. De votre faute !

M. Alain Vidalies, *ministre délégué*. Par rapport à cette situation, vous devez prendre votre part de responsabilité. Nous, nous agissons et le Président de la République le dira demain. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC, écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-François Mancel](#)

Circonscription : Oise (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 688

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [28 mars 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mars 2013](#)